

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 04143

Numéro SIREN : 917 768 095

Nom ou dénomination : 5AM RECORDS

Ce dépôt a été enregistré le 25/07/2022 sous le numéro de dépôt A2022/016229

ATTESTATION DE DÉPOT

Pour constitution de capital social

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31,
représentée par MARTINS CHRISTINE dûment habilité à l'effet de la présente,

- certifie avoir reçu en dépôt la somme de 100,00 euros représentant la totalité des versements effectués par les
souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation au capital de 100 euros :

S.A.S. 5AM RECORDS
540 ROUTE DE L'AOUACH
31870 BEAUMONT SUR LEZE

sur un compte bloqué dans les conditions légales et réglementaires, ouvert en ses livres sous le n°30033972829, jusqu'à
la date d'immatriculation de la société.

Liste des souscripteurs et mention des sommes versées par chacun d'eux :

MONSIEUR BLANCHOT LUC , né(e) le 29/10/1992 à PARIS 14
Montant souscrit : 100,00 euros déposés le 31/05/2022

- et certifie avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque
souscripteur sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

La Caisse Régionale, dépositaire agréé en sa qualité d'établissement de crédit, décline toute responsabilité quant à
l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Protection des Données - Secret professionnel

Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent
contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la
Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur
vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant
à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas
échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties
mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à
l'adresse suivante : [https://www.credit-agricole.fr/ca-toulouse31/particulier/informations/politique-de-protection-
des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html](https://www.credit-agricole.fr/ca-toulouse31/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html) ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le
fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres,
notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la
conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication,
notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au
quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ;
la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et
de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment.
Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres
personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures
décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La
durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires.
Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit

Siège social : 6, place Jeanne d'Arc - BP 40535

31005 TOULOUSE CEDEX 6 - 776916207 RCS TOULOUSE

Société de Courtage d'Assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le numéro 07 022 951

Tél. 05.61.26.91.11 - Télécopie 05.61.26.92.56

de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Unité Qualité Clients - 6 Place Jeanne d'Arc 31005 TOULOUSE CEDEX 6, ou courriel : savclients@ca-toulouse31.fr** Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 - 6, place Jeanne d'Arc BP 40535 - 31005 TOULOUSE Cedex 6 ;
dpo@ca-toulouse31.fr

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats ;
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;

h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;

i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;

(j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

Fait le 31/05/2022 en 2 exemplaires à AGENCE DES PRO SUD

Signature du représentant de la Caisse Régionale
MARTINS CHRISTINE


**CAISSE REGIONALE
DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
TOULOUSE 31**
Agence de LABARTHE-SUR-LEZE
Chemin des Agries
31860 LABARTHE-SUR-LÈZE
Tél. 05 61 91 28 02 - Fax 0810 031 318

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Dénomination de la société	5AM RECORDS
Forme juridique	SASU
Adresse du siège social	540, route de l'Aouach – 31 870 BEAUMONT-SUR-LÈZE
Capital social (euros)	100 Euros

Prénom et NOM du souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions	Montant des versements effectués à la constitution	Solde restant à libérer
Monsieur Luc BLANCHOT (Demeurant au 540, route de l'Aouach – 31 870 BEAUMONT-SUR-LÈZE)	100	100 €	100 €	0 €
TOTAL	100	100 €	100 €	0 €

Le présent état, qui constate la souscription de 100 actions de la société, ainsi que le versement de la somme de 100 € correspondant à la libération des apports en numéraire, dans les proportions visées ci-dessus est certifié exact, sincère et véritable par la Présidente désignée dans les statuts constitutifs de la société.

Fait à Toulouse, le 7 juin 2022

La Présidente



5AM RECORDS

**Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
Au capital de 100 Euros**

Siège social : 540, Route de l'Aouach – 31870 BEAUMONT-SUR-LÈZE

STATUTS

CONSTITUTIFS

LE SOUSSIGNÉ :

Monsieur Luc BLANCHOT, né le 29 octobre 1992 à Paris (75014), de nationalité française, demeurant 540, rue de l'Aouach – 31 870 BEAUMONT-SUR-LÈZE

A décidé de constituer, ainsi qu'il suit une Société par Actions Simplifiée qu'il a décidé de créer sous forme de société unipersonnelle.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - DUREE - SIEGE

ARTICLE 1 - FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions légales et par les présents statuts.

Créée par l'associé unique, propriétaire de la totalité des parts, la société peut à tout moment exister entre plusieurs associés par suite de cession ou transmission d'actions.

Elle peut, également à tout moment, retrouver son caractère de société par actions unipersonnelle suite à la réunion de toutes les actions en une seule main.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet en France, et à l'étranger :

- La production phonographique et le développement artistique, sous forme graphique, audiovisuelle ;
- La production, la reproduction et la diffusion d'événements musicaux (concerts ou autres), par internet, téléphonie mobile, ou tout autre support existant ou à venir ;
- L'organisation de showcases et d'événements musicaux ;
- La production de vidéoclips, de captation et plus généralement de tous contenus ayant trait à la musique ;
- Le développement et la gestion de carrière d'artistes-interprètes ;

- La vente de différents contenus, musicaux, vidéos, par téléchargement payant ;
- La réalisation et la production de captations de concerts (ou tout autre évènement musical), ainsi que la réalisation et la production de vidéoclips ;
- La réalisation, par la composition, l'écriture et la création de toutes œuvres musicales, lyriques et chorégraphiques ;
- L'hébergement de sites consacrés aux artistes que la Société produirait ;
- L'interprétation et l'exécution des œuvres créées directement ou par tous interprètes formés ou managés. La représentation des Artistes et Musiciens créateurs ou non, de leurs œuvres ;
- L'enregistrement, la production, l'exploitation de studios d'enregistrements ;
- L'édition, la distribution, l'importation et l'exportation de disques, K7, CD, DVD, VINYLS, numériques, Blu-Ray, téléchargement des œuvres créées ou droits acquis ;
- La recherche de partenariats dans l'intérêt des artistes, co-branding, endorsement, partenariats radio ou autres
- La recherche de synchronisations et/ou commandes de musiques originales pour les artistes ou les catalogues représentés par la société ;
- La conception, la réalisation et la distribution de t-shirts, posters ou autres produits dérivés (merchandising sous toutes ses formes) ayant trait aux artistes sous contrat avec la société ;
- L'édition musicale, c'est-à-dire les activités d'exploitation des droits associés aux compositions musicales, de promotion, d'autorisation et d'utilisation de ces compositions dans des enregistrements, à la radio, à la télévision, dans des films, des spectacles, sur Internet, sur téléphonie mobile, sur des supports imprimés ou dans tout autre médias existant ou à venir. La société pouvant détenir les droits de propriété intellectuelle ou agir pour le compte de leur détenteur ;
- L'acquisition, la gestion, l'exploitation, l'administration, la cession, sous toutes formes et par tous moyens, de tous droits auxquels peuvent donner lieu à quelque titre que ce soit les œuvres de l'esprit et ce quels qu'en soient le support et les modes d'exploitation ;
- L'édition, la co-édition, et sous édition sous toutes ses formes, par tous procédés et pour tous usages, d'œuvres de l'esprit, et en particulier d'œuvres de caractère musical ou littéraire ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, dessin et modèles, marques et brevets concernant ces activités ;

- Le conseil et le management artistique, l'organisation de spectacles vivants, festivals, événements musicaux divers, et promotion des auteurs-compositeurs représentés sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit auprès de l'ensemble des professionnels du milieu artistique ;
- Et toutes autres activités pouvant se rattacher directement et indirectement à celles décrites ci-dessus. Le tout sous le couvert de toute réglementation applicable et, notamment, du Code de la Propriété Intellectuelle ;
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire.

Elle peut réaliser toutes opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

5AM RECORDS

Tous actes et documents émanant de la société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots, "Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle" ou des initiales "S.A.S.U.", et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'adresse suivante :

540, route de l'Aouach – 31 870 BEAUMONT-SUR-LÈZE

Il peut être transféré en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 –DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL – APPORTS

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cent euros (100 €), divisé en 100 actions de 1 Euro de valeur nominale chacune, et est constitué intégralement d'apports en numéraire.

Monsieur Luc BLANCHOT : 100 actions.

ARTICLE 7 -APPORTS

La répartition se fait comme suit :

APPORTS EN NUMERAIRE :

- **Monsieur Luc BLANCHOT** apporte à la Société, en numéraire :

La somme de cent euros (100 €) correspondant à la totalité de la valeur nominale des actions qui lui sont attribuées, correspondant à 100 actions de 1 Euro de valeur nominale chacune (pour une valeur totale de 100 €), toutes de numéraire, souscrites et libérées à hauteur de la totalité de leur valeur.

Cette somme de cent euros (100 €) a été déposée le 31 mai 2022 à la banque :

Caisse régionale du crédit agricole de Toulouse
Agence de Labarthe-sur-Lèze
Chemin des Agries – 31 870 LABARTHE-SUR-LÈZE

Au nom de la Société en formation.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon les modalités autorisées par la loi.

8.1. Modalités

Le capital est augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées, soit en numéraire, en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit par conversion d'obligations et généralement par tous moyens permis par la loi.

Les actions nouvelles sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

En toute hypothèse, hors le cas d'augmentation réalisée par conversion d'obligations en actions ou sur présentation de bons de souscription ou d'augmentation de capital résultant de l'exercice par les titulaires de valeurs mobilières composées ou de bons de souscription autonomes, des droits attachés à leurs titres, l'augmentation de capital doit être réalisée dans un délai de cinq ans à compter de l'Assemblée Générale qui l'a décidée ou autorisée.

Ce délai ne s'applique pas aux augmentations de capital résultant de levées d'options de souscription consenties aux salariés.

Avant l'ouverture de toute souscription d'actions nouvelles, la Société doit remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

8.2. Organes de décision

L'Assemblée Générale Extraordinaire ou l'actionnaire unique sont seuls compétents pour décider une augmentation de capital. Il statue sur un rapport du Président donnant toutes indications utiles sur les motifs de l'opération ainsi que sur la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours et, si l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas encore été tenue, pendant l'exercice précédent.

Toutefois, si l'augmentation est réalisée uniquement par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale Extraordinaire ou l'actionnaire unique statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

En cas d'augmentation par majoration du montant nominal des actions existantes réalisée au moyen de souscriptions à libérer en espèces ou par compensation de créances, le consentement unanime de tous les actionnaires est requis.

L'Assemblée Générale ou l'actionnaire peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation du capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

8.3. Augmentation de capital en numéraire

8.3.1. Procédures préalables

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré.

8.3.2. Droits préférentiels de souscription

Si l'augmentation de capital se fait en numéraire, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à moins que ce droit n'ait été supprimé ou réduit par l'Assemblée Générale ou par l'actionnaire unique dans les formes prévues ci-dessous.

Le délai accordé aux actionnaires pour l'exercice de leur droit préférentiel ne peut être inférieur à vingt jours à compter de l'ouverture de la souscription. Celle-ci pourra toutefois être close par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible auront été exercés ou que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite après renonciation individuelle à leur droit de souscription des actionnaires qui n'ont pas souscrit.

8.3.3. Suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale ou l'actionnaire unique qui décide l'augmentation de capital peut, en faveur d'une ou plusieurs personnes, supprimer le droit préférentiel de souscription. Les bénéficiaires de cette disposition ne peuvent, à peine de nullité de la délibération, prendre part au vote. Le quorum et la majorité requis pour cette décision sont calculés après déduction des actions possédées par ces personnes.

L'Assemblée générale ou l'actionnaire unique statue, à peine de nullité, sur le rapport du Président, lequel doit alors indiquer le montant maximal et les motifs de l'augmentation de capital proposée ainsi que les motifs de la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription. Ce rapport mentionne également l'incidence sur la situation de l'actionnaire de l'émission proposée, en particulier en

ce qui concerne sa quote-part du bénéfice et celle des capitaux propres. Enfin, le rapport indiquera le nom des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription, le nombre de titres attribués à chacun d'eux, le prix d'émission et les modalités de sa détermination.

8.3.4. Souscription et réalisation de l'augmentation de capital en numéraire

La souscription des actions de numéraire résulte de la signature d'un bulletin de souscription établi dans les formes légales.

Si les souscriptions à titre irréductible et le cas échéant à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation du capital :

- i) le montant de l'augmentation de capital peut être limité au montant des souscriptions sous la double condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté ait été prévue par l'Assemblée lors de l'émission,
- ii) les actions non souscrites peuvent être offertes au public totalement ou partiellement, lorsque l'Assemblée a expressément prévu cette possibilité,
- iii) les actions non souscrites peuvent être librement réparties, totalement ou partiellement, sauf décision contraire de l'Assemblée.

Le Président de la société peut utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues ci-dessus ou certaines d'entre elles seulement.

L'augmentation de capital n'est pas réalisée lorsqu'après l'exercice de ces facultés le montant des souscriptions reçues n'atteint pas la totalité de l'augmentation de capital ou les trois quarts de cette augmentation dans le cas prévu au i) ci-dessus.

Toutefois, l'assemblée générale ou l'actionnaire unique peut d'office dans tous les cas, limiter l'augmentation de capital au montant atteint lorsque les actions non souscrites représentent moins de trois pour cent de l'augmentation de capital.

Les fonds provenant des souscriptions en numéraire font l'objet d'un dépôt chez un notaire, dans une Banque ou à la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'augmentation du capital par émission d'actions à souscrire en numéraire est réalisée à compter de la date du certificat du dépositaire et les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Le retrait des fonds est effectué par un mandataire de la Société après établissement du certificat du dépositaire.

Si l'augmentation de capital n'est pas réalisée dans le délai de six mois à compter de l'ouverture de la souscription, tout souscripteur peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, la nomination d'un mandataire chargé de retirer les fonds pour les restituer aux souscripteurs, sous déduction des frais de répartition.

8.4. Apports en nature et avantages particuliers

Si l'augmentation se fait par voie d'apports en nature ou comporte l'octroi d'avantages particuliers, un ou plusieurs Commissaires aux apports sont désignés par le Président du Tribunal de Commerce sur requête du Président de la société.

Le ou les Commissaire(s) établit(ssent) un rapport qui est soumis à l'approbation d'une Assemblée Générale à caractère constitutif qui délibère aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Extraordinaires. Le mandataire dispose des voix de son mandant dans les mêmes conditions et la même limite que ce dernier. Les actions de l'apporteur ou du bénéficiaire des avantages particuliers ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. L'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même ni comme mandataire.

Si l'Assemblée réduit l'évaluation des apports en nature ou les avantages particuliers octroyés, l'approbation expresse de cette réduction par les apporteurs, les bénéficiaires d'avantages particuliers ou leurs mandataires dûment autorisés à cet effet est requise. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

ARTICLE 9 – LIBÉRATION DES ACTIONS NOUVELLES

Les actions rémunérant un apport en nature doivent être intégralement libérées dès leur émission.

Les actions de numéraire doivent être libérées lors de la souscription de la moitié au moins de leur montant et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois dans un délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

L'Assemblée Générale ou l'actionnaire unique qui décide l'augmentation de capital fixe en même temps le mode et le délai de libération des actions nouvelles ou délègue au Président de la société le pouvoir d'en décider lui-même.

En cas de libération par compensation de dettes de la Société, celles-ci font l'objet d'un arrêté de comptes établi par le Président de la société.

Les sommes restant à verser sur les actions de numéraire non intégralement libérées lors de la souscription sont appelées par le Président. Les quotités appelées et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portées à la connaissance des actionnaires, soit au moyen d'annonces publiées quinze jours au moins à l'avance dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chacun des actionnaires dans le même délai.

ARTICLE 10 – SANCTIONS DU DÉFAUT DE LIBÉRATION

A défaut par l'actionnaire de libérer aux époques fixées par le Président les sommes restant dues sur le montant des actions par lui souscrites, la Société lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une mise en demeure à partir de laquelle les sommes exigibles sont de plein droit productrices d'un intérêt par jour de retard, au taux légal en vigueur.

Un mois au moins après cette mise en demeure restée sans effet, la Société peut, sans aucune autorisation de justice, poursuivre la vente desdites actions.

Cette vente s'effectue dans les conditions prévues par la loi.

Le produit net de cette vente revient à la Société à due concurrence et s'impute sur ce qui est dû en principal et intérêts par l'actionnaire défaillant et ensuite sur le remboursement des frais exposés par la Société pour parvenir à la vente. L'actionnaire défaillant reste débiteur ou profite de la différence.

Les cessionnaires successifs et les souscripteurs sont tenus solidairement avec l'actionnaire défaillant du montant non libéré de l'action dans les conditions et limites prévues par la loi.

Trente jours après la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er} du présent article, les actions, sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués, cessent de donner droit à l'admission et au vote dans les Assemblées d'actionnaires et sont déduites pour le calcul du quorum.

A partir de cette même date, le droit au dividende et le droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital attachées à ces actions sont suspendus.

Outre l'action réelle visée par les alinéas 2 et suivants du présent article, la Société peut exercer l'action personnelle contre l'actionnaire défaillant soit avant soit après la vente des actions, soit concurremment avec cette vente.

Les dispositions du présent article sont applicables en cas de non-paiement des primes d'émission aussi bien que du montant du nominal.

ARTICLE 11 – RÉDUCTION DU CAPITAL

Seule l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a compétence pour décider ou autoriser la réduction du capital, qui ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires. Elle peut toutefois déléguer au Président de la société tous pouvoirs pour réaliser cette réduction.

Le représentant de la masse des obligataires, s'il en existe, et les créanciers de la Société peuvent former opposition dans les conditions prévues par la loi.

L'achat par la Société de ses propres actions n'est possible que dans les cas et suivant les modalités prévus par la loi.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener

celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en une société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 12 – AMORTISSEMENT DU CAPITAL

L'amortissement du capital peut être décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires ou par l'actionnaire unique et doit être réalisé, au moyen des sommes distribuables au sens de la loi, par voie de remboursement égal sur chaque action d'une même catégorie. Il n'entraîne pas de réduction de capital. Les actions intégralement ou partiellement amorties perdent à due concurrence le droit au premier dividende et au remboursement de la valeur nominale. Elles conservent tous leurs autres droits.

La conversion des actions amorties en actions de capital peut être réalisée dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

ARTICLE 13 – FORMES DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 14 – DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action confère les droits d'information et de communication institués par la loi et donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, de la part libérée et non libérée du montant nominal des actions et des droits des actions de catégories différentes ; sous ces réserves, toute action donne notamment droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement, de toutes exonérations fiscales comme de toute taxation susceptibles d'être prises en charge par la Société.

Sous réserve des dispositions légales relatives au droit de vote dans les assemblées et au droit de communication conféré aux actionnaires, les actions sont indivisibles à l'égard de la Société, de sorte que les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique, désigné par voie de justice en cas de désaccord.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les actionnaires devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

Les héritiers, représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous aucun prétexte provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune façon dans son administration. Ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 15 – AUTRES VALEURS MOBILIÈRES

15.1. Bons de souscription et obligations

Il peut être émis des bons et des obligations avec ou sans garantie, mais seulement avec l'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Toutefois, l'Assemblée Générale Ordinaire ou l'actionnaire unique peut déléguer au Président de la société les pouvoirs nécessaires pour procéder à leur émission en une ou plusieurs fois, dans un délai de cinq ans, et en arrêter les modalités.

La Société peut aussi émettre des obligations convertibles en actions ou des obligations avec bons de souscription d'actions ou des bons autonomes de souscription d'actions sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire ou l'actionnaire unique statuant sur le rapport du Président de la société.

Les dispositions des articles 13 et 16 sont applicables aux bons de souscription d'actions et aux obligations convertibles ou avec bons de souscription d'actions qui pourraient être émis par la Société.

15.2. Actions à dividende prioritaire sans droit de vote

Lorsque les conditions légales sont réunies, la Société peut créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ou l'actionnaire unique, statuant aux conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes et sur le rapport du Président de la société peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

15.3. Certificats d'investissement

L'Assemblée Générale Extraordinaire ou l'actionnaire unique peut décider, sur le rapport du Président de la société, la création, dans une proportion qui ne peut être supérieure au quart du capital social, de certificats d'investissement représentatifs des droits pécuniaires et de certificats de droit de vote représentatifs des autres

droits attachés aux actions émises à l'occasion d'une augmentation de capital ou d'un fractionnement des actions existantes.

15.4. Actions de priorité

Il pourra être créé, à l'occasion d'une augmentation de capital, des actions de priorité jouissant de certains avantages par rapport à toutes les autres actions.

15.5. Valeurs mobilières composées

L'Assemblée Générale Extraordinaire ou l'actionnaire unique peut décider, sur le rapport du Président de la société, l'émission de valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution à tout moment ou à date fixe de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité de son capital.

ARTICLE 16 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les cessions d'actions sont soumises au respect du droit de préemption et le cas échéant de l'agrément prévu ci-après.

16.1. Préemption

Tout actionnaire souhaitant céder ses actions, doit préalablement soumettre son projet aux autres actionnaires, ceux-ci bénéficiant d'un droit de préemption à titre irréductible au prorata de leur participation dans le capital de la société.

Au cas où certains actionnaires n'exerceraient pas en totalité leur droit de préemption, les autres actionnaires disposeront à titre réductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation respective après exercice de leur droit de préemption à titre irréductible.

L'actionnaire cédant devra notifier son projet au Président de la société par LRAR en mentionnant l'identité du concessionnaire envisagé et le nombre d'actions dont la cession est projetée, le prix par action, et les conditions de la cession.

Le Président devra dans les quinze jours calendaires suivants, notifier ce projet aux autres actionnaires.

Les actionnaires auront quinze jours calendaires pour exercer leur droit de préemption.

Si l'exercice des droits de préemption ne permet pas l'acquisition de la totalité des actions, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés, sauf volonté contraire du cédant.

Dans ce cas, sous réserve de l'agrément prévu au 2 ci-après, le cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire projeté.

16.2. Agrément

Toute transmission et cession d'actions à l'exception des cessions ou transmissions entre associés, est soumise à l'agrément préalable de l'assemblée générale ou de l'actionnaire unique. L'agrément concerne les transmissions et les cessions d'actions à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit, y compris par voie d'apport, fusion, scission, ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée.

Si les droits de préemption n'ont pas été exercés, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément.

1) Lorsqu'un actionnaire envisage la cession de ses actions, il doit notifier son projet par lettre recommandée AR adressée au Président de la société en indiquant l'identification du cessionnaire (nom et adresse, dénomination sociale de la société cessionnaire, le montant de son capital, l'identité de ses membres et de ses dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix par action, et les conditions de la cession. En cas de transmission suite au décès d'un associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

2) Le Président de la société doit, dans un délai d'un mois à compter de la réception du projet de cession, notifier par LRAR à l'actionnaire cédant la décision prise par les actionnaires représentant au moins la majorité du capital et des droits de vote de la société ; les actions de l'actionnaire qui projette de céder ses actions n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

A défaut de réponse dans le délai susvisé, l'agrément sera réputé accepté.

3) En cas de refus d'agrément, l'actionnaire cédant doit, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision de refus, indiquer à la société par LRAR s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut, la société doit dans un délai de deux mois :

- soit faire racheter les actions dont la cession est envisagée,
- soit procéder elle-même à ce rachat : dans ce cas elle doit dans les six mois de ce rachat céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital.

À défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Toute cession opérée en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

ARTICLE 17 – MODIFICATIONS DANS LE CONTRÔLE D'UNE SOCIÉTÉ ACTIONNAIRE

En cas de modification au sens de l'article L233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le Président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours à compter du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 12 des présents statuts.

Dans le mois de la réception de la notification visée au 1^{er} alinéa du présent article, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

ARTICLE 18 – EXCLUSION

En cas de pluralité d'actionnaires, toute société actionnaire peut être exclue dans les cas suivants :

- modification de son contrôle au sens de l'article L233-3 du Code de commerce,
- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire,

Cette décision est prise par les actionnaires en Assemblée Générale à la majorité des deux tiers (2/3), ou par l'actionnaire unique, la société actionnaire faisant l'objet de cette exclusion ne participe pas au vote.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information par LRAR de l'actionnaire susceptible d'être exclu, afin que celui-ci puisse faire valoir ses arguments contre la mesure envisagée,
- information identique de tous les autres actionnaires,

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de proposer aux autres actionnaires d'acquérir les titres de l'exclu au prorata de leur part dans le capital, soit de désigner un acquéreur pour les actions de l'exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

À défaut d'accord entre les parties, le prix de cession sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

ARTICLE 19 – DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

19.1 Président(e)

Nommé dans les conditions prévues à l'article 20 ci-dessous, le Président (ou la Présidente) de la société est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires.

Le Président (ou la Présidente) convoque l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Président (ou la Présidente) de la société a droit à une rémunération dont le montant, les modalités de calcul et le paiement sont fixés par l'Assemblée Générale Ordinaire ou par l'actionnaire unique.

En cas de défaillance aux obligations inhérentes aux fonctions du Président, d'empêchement temporaire ou de décès du Président, l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique se réserve le droit de nommer un nouveau Président de manière anticipée.

19.2 Conventions entre la Société et la Direction

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président (ou sa Présidente) sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L227-10 du Code de Commerce.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président (ou la Présidente) et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président de la société.

ARTICLE 20 – DÉCISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES OU DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

Doivent être prises collectivement par les associés ou par l'actionnaire unique les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- transformation, dissolution ou liquidation de la société ;
- nomination, révocation et la rémunération du Président de la société ;
- approbation des comptes annuels ;

En outre, doivent être prises à l'unanimité des associés ou par l'actionnaire unique toutes modifications ou adoption de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément préalable de la Société pour toutes cessions d'actions, la

suspension des droits de vote, ainsi que toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Les décisions collectives des actionnaires ou de l'actionnaire unique sont prises au choix du Président en Assemblée ou par consultation, ou par correspondance. Tous moyens de communication – vidéo, télécopie, télex, courriel, etc. – peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les actionnaires doivent être réunis une fois par an au moins et dans les six mois suivant la clôture des comptes, en vue de leur approbation.

ARTICLE 21 – QUORUM - MAJORITÉ

En cas de pluralité d'actionnaires, l'Assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présent ou représentés.

Toutes décisions collectives entraînant modification des présents statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi et les présents statuts, seront prises à la majorité qualifiée des trois quarts. Les autres seront prises à la majorité simple.

ARTICLE 22 – DROITS DE VOTE

Les droits de vote attachés aux actions de capital sont proportionnels à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit au moins à une voix.

ARTICLE 23 – ASSEMBLÉES GÉNÉRALES – CONSULTATIONS ÉCRITES

23.1. Assemblées générales

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une assemblée générale.

Les décisions sont prises en Assemblée Générale par consultation ou par correspondance. Les actionnaires sont invités y sont appelés sur convocation effectuée par le Président par lettre simple ou tout autre moyen, au moins 15 jours avant la réunion (ou date de prise de décision).

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son Président de séance.

L'Assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présent ou représentés.

Toutes les décisions, quelles que soient leur forme, font l'objet de procès-verbaux qui sont retranscrits dans un registre dit « registre des procès-verbaux d'assemblée ».

23.2. Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 10 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou e-mail. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de 15 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

ARTICLE 24 – INFORMATION DES ASSOCIÉS

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés devant leur permettre de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le texte de la ou des résolutions soumises à leur approbation, sont communiqués à chacun d'eux, au moins 15 jours avant l'assemblée ou la consultation. Pour l'approbation des comptes sociaux, les comptes annuels, les comptes consolidés s'il en existe, le rapport de gestion des dirigeants et le rapport du commissaire aux comptes sont communiqués à chacun des associés au moins 15 jours avant l'assemblée.

Les moyens de communication sont laissés à l'initiative du Président : vidéoconférence, courrier électronique, télex, télécopie et autres moyens, peuvent être utilisés par la société pour éclairer et informer les associés sur les résolutions mises aux votes.

ARTICLE 25 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice social débutera exceptionnellement à l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés pour se terminer le 31 décembre 2022.

ARTICLE 26 – DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale des actionnaires ou l'actionnaire unique désigne pour une durée de six exercices un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants à l'unanimité.

ARTICLE 27 – AFFECTATION DES RÉSULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque cette quotité n'est plus atteinte ;
- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'associé unique, pour, sur proposition du Président, être, en totalité ou en partie, réparti à titre de dividende, affecté à tout compte de réserve ou être reporté à nouveau.

ARTICLE 28 – MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

La collectivité des associés ou l'associé unique a la faculté d'accorder des acomptes sur dividende.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 29 – DISSOLUTION

La dissolution anticipée de la société peut être décidée par décision collective des actionnaires statuant à l'unanimité ou de l'associé unique.

ARTICLE 30 – LIQUIDATION

Hormis les cas de fusion, scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne sa liquidation.

La décision collective règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

La décision est prise à l'unanimité ou par l'associé unique.

ARTICLE 31 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 32 – NOMINATION DU PRÉSIDENT (OU DE LA PRÉSIDENTE)

Madame Régine CAZALENS (épouse BLANCHOT), née le 10 mai 1957 à Paris (75014), de nationalité française, demeurant 540, route de l'Aouach – 31 870 BEAUMONT-SUR-LÈZE est nommée Présidente de la société, pour une durée indéterminée.

Madame Régine CAZALENS accepte lesdites fonctions et déclare qu'elle satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président.

ARTICLE 33 – ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Un état des actes accomplis avant la signature des statuts pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des actionnaires trois jours au moins avant la signature desdits statuts.

ARTICLE 34 – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été dressé, ledit état est annexé aux présents statuts.

ARTICLE 35 – PUBLICITÉ/POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

A Paris,

Le 1^{er} juin 2022

Fait en cinq exemplaires originaux (dont deux pour le Greffe, un pour la recette des impôts, un pour la Société)

Monsieur Luc BLANCHOT

En sa qualité d'Associé Unique

Madame Régine CAZALES

En sa qualité de Présidente désignée dans les statuts

ANNEXE 1 - ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

I) Frais divers de constitution (publicité légale, greffe)